

HORIZON INTERNATIONAL

AMESURE que la guerre froide s'étend et se diversifie, on tend à observer plus attentivement l'étroite bande de terre qui relie l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud. Une Commission vient de se prononcer sur les différends qui avaient surgi entre San Domingo et les républiques de Haïti, Cuba et Guatemala. On se demande ce qui va sortir des réunions « Pour la défense de la démocratie » qui s'ouvrirent le 12 mai à La Havane. Une « démocratie » championnée par un Romulo Bétancourt, par exemple, dit peu de chose à ceux que la propagande soviétique ou soviétisante n'intéresse pas. Cette volcanique Amérique centrale semble être dans un danger constant d'éclater. Dans cette perspective, les chicanes locales, nationales ou internationales tendent à s'amoindrir, à moins qu'elles ne revêtent soudain un sens inattendu.

COLOMBIE

EN AVRIL DERNIER, le trésorier des Missions protestantes en Amérique latine, M. Daniel Pattison, envoya une longue lettre au *New York Times*, afin de protester contre une « persécution » qui avait été dirigée contre ses coreligionnaires en Colombie. Nous n'avons pas vu cette lettre, mais nous pûmes étudier le long mémoire préparé par le ministre des Affaires étrangères, le Dr Evaristo Sourdis, et la lettre au *New York Times* de l'ambassadeur de Colombie à Washington, le Dr Eduardo Zuleta Angel. Le document du Dr Sourdis est le plus important; il répond point par point aux accusations formulées, dit ce qu'il y a de vrai dans chaque incident, établit comment d'autres faits ont été dénaturés, cite les témoignages des pasteurs protestants directement intéressés, et qui expriment leur reconnaissance envers les autorités colombiennes pour la façon dont elles intervinrent. Enfin, le Dr Sourdis formule une accusation contre un ministre protestant: celle de participer à des actes passibles de graves poursuites judiciaires, en s'alliant à des gens en révolte contre l'autorité du gouvernement.

Les ministres protestants ne se distinguent pas, d'ordinaire, par la précision de leurs dogmes. En d'autres circonstances (en Espagne, par exemple), on leur a fait le reproche de manque de discrétion envers le pays qui leur donnait l'hospitalité. Avant d'apprécier les charges presque officiellement lancées contre l'un d'entre eux en Colombie, il faut remonter au 9 avril 1948, quand la ville de Bogotà, alors siège de la Conférence pan-américaine, fut saisie de la convulsion révolutionnaire qui horrifia l'Amérique, et dont les traces sont encore visibles aujourd'hui.

Depuis très longtemps, en Colombie, conservateurs et libéraux étaient aux prises. En 1946, après un long régime libéral, un président conservateur fut élu, mais son parlement était en majorité libérale. Le Dr Mariano Ospina Pérez forma donc un gouvernement d'union nationale. Son prestige montait quand survint la catastrophe.

On n'a pas fait la lumière complète sur les violences qui suivirent l'assassinat du Dr Jorge Eliecer Gaitàn (9 avril 1948). La participation d'agents internationaux semble démontrée. On m'a répété de divers côtés que plusieurs postes de radio, colombiens et étrangers, annoncèrent le meurtre avant qu'il ne se fût produit. L'insurrection, le pillage et l'assassinat s'étendirent à tous les coins de la République avec une rapidité qui supposait une organisation bien au point. On constitua des « Tribunaux du Peuple », des « Comités de gouvernement ». A Barranquilla, on arbora le drapeau rouge. Cette unité d'action à travers le pays est la meilleure preuve de l'unité de commandement.

Quand l'insurrection fut à son apogée, un groupe de politiciens libéraux se présenta chez le président et le somma d'abdiquer. Le Dr Mario Ospina resta à son poste avec une héroïque dignité. Pour faire la lumière sur ce qui était arrivé, il constitua une Commission présidée par un magistrat libéral. Il continua à gouverner avec un cabinet mixte et laissa les portefeuilles de la Justice et de l'Intérieur aux mains des libéraux. Cette façon d'agir dégagait la responsabilité du gouvernement; elle ne fit pas la lumière sur les événements du 9 avril.

On commença alors à épurer l'armée et la police. Le *Nuevo de abril* n'aurait jamais pu se produire sans de larges complicités parmi les défenseurs de l'ordre. En fait, il s'en est fallu de bien peu que la révolution ait triomphé! Ce qui sauva la situation fut le vin de messe que les émeutiers trouvèrent dans les caves de l'archevêché: c'était l'entrepôt pour tous les presbytères du pays! Ils s'enivrèrent magnifiquement. On eut le temps de faire venir la troupe de la province bien fidèle de Boyaca. Elle dompta la révolution. Beaucoup de militaires et de policiers désertèrent alors et s'enfuirent dans les provinces lointaines de l'Orénoque et des Amazonas. Là-bas, dans l'inaccessible jungle tropicale des Llanos, ils se sont constitués en bandes bien organisées. De temps à autre, ils se lancent contre un village, volent, assassinent et avant que la police ou l'armée aient pu se ressaisir, ils disparaissent dans la forêt.

Après le 9 avril, les évêques de Colombie publièrent des Pastoraux, fixant aux catholiques leur devoir à l'occasion des élections à venir. La formule la plus modérée fut peut-être celle de Mgr Perdone, archevêque de Bogotà: les catholiques ne peuvent « donner leur vote aux candidats qui ont été organisateurs, coopérateurs, exécuteurs ou complices des événements tragiques et criminels du 9 avril 1948, ni à ceux qui professent des idées communistes ». L'évêque de Tunja défendit aux catholiques de voter « pour des personnes affiliées au libéralisme colombien actuel ». La raison de cette levée de boucliers contre les libéraux? Les porte-parole du parti libéral s'étaient solidarisés avec les émeutiers du 9 avril.

L'union subsista entre les deux partis jusqu'à la crise de mai 1949. Les libéraux se retirèrent alors du gouvernement et l'hostilité entre les deux partis devint irréductible. En novembre, il y eut des élections, que le parti libéral boycotta; le pays fut agité alors par de graves violences, et le gouvernement imposa la loi martiale. Dans les villes, on n'observe pas outre mesure les effets de ce régime; on voit plus de soldats qu'ailleurs; les journaux paraissent après censure, mais celle-ci n'est pas uniforme. A Barranquilla, par exemple, il faut soumettre des textes qui paraissent, à Medellin, sans révision préalable. La situation est très tendue dans les campagnes, en particulier dans la riche vallée de Cauca (département de Valle) où l'on se plaint de violences considérables. Le 28 novembre 1949, les dirigeants du parti libéral adressèrent au président un long mémoire où ils protestèrent contre ce qui se faisait contre leur parti. La réponse du président parut, avec le mémoire des libéraux, le 9 avril 1950. C'est un remarquable document, un véritable « Livre blanc », dirigé, cette fois, contre le parti libéral. Il ne nous appartient évidemment pas de départager ces accusations et contre-accusations, de fixer les responsabilités.

Battu en Colombie, au moins pour l'instant, le parti libéral se cherche des alliés à l'étranger. Aux États-Unis, ses attaches avec la F. . . M. . . , mère nourricière des divers partis libéraux en Amérique latine, pourront peut-être le favoriser un peu. Les Américains, d'autre part, furent tellement épouvantés par ce qui arriva le 9 avril, qu'ils se méfient

d'un groupe d'hommes qui n'hésita pas à monnayer ces horreurs pour tâcher d'arriver au pouvoir.

Survenant à ce moment précis, l'attaque contre le gouvernement colombien de la part de M. Pattison ressemble étrangement à une intervention en faveur des politiciens libéraux. Le paragraphe suivant du Dr Sourdis mérite une étude attentive:

Nous devons avouer notre perplexité devant la déclaration suivante de M. Pattison: quand il était en Colombie, de nombreuses personnalités colombiennes, dont le rédacteur en chef d'un journal libéral, lui dirent que l'opinion publique américaine était favorable au parti conservateur; la seule manière de réagir contre la persécution présente, dirent-ils, était de publier les faits. Il est difficile de croire, continua M. Pattison, que cette situation sera changée volontairement par celui qui la créa, ou par le président élu qui doit son élection aux méthodes de l'Etat policier. Un changement ne surviendra que par la pression intérieure qui renversera le régime présent, ou par la pression de l'opinion mondiale; c'est pourquoi il est convenable que le public américain soit informé de la persécution dont libéraux et protestants souffrent aujourd'hui en Colombie.

Protestants et libéraux? Que faut-il penser de cette intervention d'un très haut dignitaire des Églises protestantes aux États-Unis dans la politique intérieure de Colombie?

Il y eut autrement grave! Dans la localité de *El Secreto*, dans les Llanos, un pasteur évangélique fit atterrir un avion de la compagnie Afripesca sur un champ près de son territoire de mission sans être autorisé à le faire! Au moment où l'avion toucha le sol, il fut attaqué par un groupe de bandits qui blessèrent le lieutenant-colonel Marco Villamizar, commandant militaire des Llanos, et deux officiers qui étaient avec lui! Puis les bandits se sauvèrent.

On fit perquisition chez le pasteur; on trouva chez lui des photographies prises dans la localité *Horizontes* (à une journée de distance de la localité où se trouve le pasteur), où il y a un camp de déserteurs. Parmi les personnes identifiées sur ces photographies — je cite le Dr Sourdis — il y en avait trois, que la justice recherche pour un crime commis en mars. Il est impossible de donner le texte du mandat d'accusation en français. En voici une traduction latine: « Occisus est foede et crudeliter parochus istius loci (i. e. El Engano, Ubalá) Ludovicus Torres, sacerdos catholicus, qui postquam occisus est foede mutilatus est per castrationem ita ut cadaveri imponeretur postea ejusdem genitalia, ad modum scapularii. » Nous n'accusons certes pas le pasteur-photographe de complicité. On comprendra que, pour le moment, les plaintes protestantes ne reçoivent, de la part du public colombien, qu'une attention distraite.

La collusion du parti libéral avec les émeutiers du 9 avril fut proclamée, à la Chambre des députés de Colombie, par le parti libéral lui-même. Faut-il conclure à la complicité des Missions protestantes américaines avec le parti libéral et ses incendiaires d'occasion? Il y a sans doute beaucoup de braves gens dévoués parmi les protestants qui vont en Amérique latine. Qu'ils ne se mêlent donc pas de politique locale! Quant aux gens d'affaires qu'on sollicite en faveur des « missions », ils pourraient s'informer utilement de la nature de ces expéditions plus ou moins évangéliques auxquelles ils contribuent si généreusement!

AMÉRIQUE CENTRALE

ON RÉPÈTE souvent que si l'Amérique latine ne progresse pas, c'est à cause de l'influence de l'Église! On n'a pas l'air de savoir que depuis presque un siècle, ce n'est pas l'Église qui mène, dans la plupart de ces pays, mais la Franc-Maçonnerie.

Pour la première fois, depuis de longues années, je me suis fait demander si j'étais membre d'une communauté reli-

gieuse! Sait-on que dans plusieurs républiques d'Amérique centrale, la Constitution bannit les religieux, indigènes et étrangers? Il y a, en plusieurs endroits, un *numerus clausus* à l'égard des prêtres catholiques de naissance étrangère, qui ferait frémir les ministres protestants ou les rabbins si on le leur appliquait.

Un curieux incident survint dans la république de Honduras! Un F. . . M. . . mourut sans s'être reconcilié avec l'Église. La famille vint solliciter les funérailles religieuses. Le curé les refusa, en alléguant le paragraphe du Droit canon qui fait loi en la matière: « Sont privés de sépulture ecclésiastique, à moins qu'ils n'aient donné quelque signe de pénitence avant de mourir: 1° Les apostats notoires, ou ceux qui ont appartenu de façon notoire à une secte schismatique, hérétique, maçonnique, ou à d'autres sociétés de ce genre... » (can. 1240).

Il appartient évidemment à l'Église catholique de faire ses propres règlements: ils excluent les francs-maçons dans tout l'univers. Il ne s'agit pas de mesure vexatoire prise par un prêtre local de sa propre initiative.

La Loge Suprême de la République fit paraître un Manifeste, 19 avril 1950 E. . . V. . . , contresigné par trois membres de chacun des huit Or. . . qui la constituent. Ces maçons, qui seraient les personnages les plus influents dans la vie publique du pays, prétendent que le véritable christianisme se trouve à la Loge:

« S'il est vrai que la Maçonnerie n'est pas une religion, il est tout aussi vrai qu'elle a pour base la *Doctrina que prêcha le Nazareen*, doctrine d'amour et de piété pour laquelle il expira sur la Croix; cette doctrine n'admet en son sein que ceux qui croient à l'Être suprême, auteur de toute créature, Dieu, que les maçons appellent le Grand Architecte de l'Univers. »

Ce manifeste contient beaucoup d'absurdités. Parmi les souverains qui auraient travaillé au traité de Westphalie (1648), il nomme le roi de France Henri IV, tué le 14 mai 1610. Il est évidemment question de l'Inquisition et de ses bûchers, « parmi lesquels, pour ne nommer que ceux-là, il faut compter Louis de Léon, Louis de Grenade, sainte Thérèse de Jésus, saint François de Borja et, d'après quelques historiens, le prince Charles d'Autriche, premier-né du roi lui-même. » Pas un seul de ces personnages ne périt sur le bûcher, comme le vérifieront aisément les F. . . M. . . assez intelligents pour ouvrir un Larousse quelconque. Faut-il conclure que ces maçons veulent imposer délibérément au peuple de leur pays une ignorance aussi barbare et des préjugés aussi insolents?

Toujours est-il que le *Manifeste* en veut à « certains éléments du clergé étranger, en résidence dans ce pays ». Faut-il en conclure que le clergé catholique indigène s'accommode de la Franc-Maçonnerie? qu'il est prêt à enterrer les francs-maçons impénitents en dépit du Droit canon? Telle serait la manœuvre! Elle se brise contre la fermeté religieuse des humbles prêtres ibéro-américains, qui ont toujours demandé et accepté l'aide fraternelle des prêtres d'autres pays.

Rien d'étonnant à ce qu'il y ait si peu de prêtres dans de nombreuses républiques d'Amérique latine: un peu plus de 80 au Panama, dont une douzaine d'indigènes; un peu plus de 100 dans le Honduras, dont 45 indigènes. J'ai vu une école de 350 élèves magnifiquement dirigée par deux prêtres! Le manque de clergé, en Amérique latine, est formidable, et l'on se demande si les lois maçonniques limitent les prêtres catholiques seulement! Dans ces circonstances, les plaintes de « persécution » qui surgissent, de temps à autre, dans les milieux protestants, ne sont pas impressionnantes.

Joseph-H. LEDIT.

San Salvador, 15 mai 1940.